

 <p>Qu'est ce que ?</p>	<p>MARXISME ET ECONOMIE L'EXPLOITATION CAPITALISTE</p> <p>Plan de l'exposé</p>	<p><u>Liste des documents</u></p> <p>Plan de l'exposé <i>Doc B-1 : La lutte des capitalistes pour profit maximum</i> <i>Doc B-2 : Profits capitalistes surproduction</i></p>
--	--	---

La démarche marxiste est une Critique de l'économie politique (sous-titre du Capital).

Cela signifie que tout en leur empruntant de nombreux concepts (notamment sa conception de la valeur des marchandises), Marx se situe dans une perspective critique par rapports à l'économie politique de son époque, c-a-d les économistes classiques, Smith, Ricardo et Malthus.

Cette économie politique classique analyse les relations économiques dans la société en place comme l'expression d'un "ordre naturel" qui peut être traduit en lois, universelles comme les lois de la physique.

Pour Marx

- il existe des lois économiques qui s'imposent aux hommes, propres aux différents modes de production. Au 19^e siècle ce sont les lois du capitalisme.
- elles n'ont donc rien d'universel ni de naturel. Pour chaque période l'histoire humaine. "*lois historiquement déterminées*".
- elles portent en elles-mêmes les conditions de la destruction de ce mode de production. En effet si le capitalisme n'a pas toujours existé, il n'est pas destiné à être éternel.

I/ Le capitalisme : règne généralisé de la marchandise

L'idéologie propre au capitalisme, produite par la classe dominante qui est la bourgeoisie, a pour particularité de masquer les rapports sociaux qui sont à l'origine du profit capitaliste.

- fétichisme de la marchandise
- le capital apparaît comme un ensemble de biens et non comme un rapport social, et donner l'impression de produire en lui-même de la valeur
- le salaire donne l'impression de rémunérer le travail du salarié, masquant ainsi le rapport d'exploitation.

Nous devons donc démasquer la réalité de ces rapports sociaux derrière les apparences de l'« économie vulgaire ».

A/ Marchandises, valeur d'usage, valeur d'échange.

Le capitalisme est une économie fondée sur l'échange et la monnaie.

1) La valeur d'usage

Tout produit du travail humain doit avoir une utilité, satisfaire un besoin humain : il possède une valeur d'usage. Dans les sociétés pré-capitalistes, les producteurs (en majorité des agriculteurs) produisent pour leurs besoins propres et ceux de la classe dirigeante (qui s'approprie le surproduit social soit sous forme de temps de travail, soit sous forme d'une partie de la production). L'excédent

de la production peut être échangé avec des artisans locaux (forgerons, etc...) en échange de services ou vendu au marché. Une telle économie est donc essentiellement orientée vers la production de valeurs d'usage.

Cf topo matérialisme

La valeur d'usage dépend des caractéristiques de chaque bien, ce qui permet difficilement des comparaisons (il est impossible d' « additionner des choux et des carottes »)

2) La valeur d'échange

La valeur d'échange est liée à une production destinée à être échangée sur un marché.

Elle n'existe que si des individus entrent en relation pour acheter et vendre.

Deux quantités de biens différents peuvent avoir la même valeur d'échange.

La masse des biens produits pour être vendus ne constitue plus une somme de valeurs d'usage mais un ensemble de valeurs d'échange, de marchandises.

3) La marchandise

a) Définition

Une marchandise est donc un produit qui n'a pas été créé dans le but d'être consommé directement, mais pour être échangé sur un marché.

Dans les économies antérieures au capitalisme, la production pour le marché n'orientait qu'une partie de l'activité. Le capitalisme est la première société dans l'histoire humaine dans laquelle la majorité de la production est composée de marchandises.

b) Il y a cependant trois catégories de biens ou services qui ne sont pas (ou pas complètement) des marchandises :

- ce qui est produit pour l'autoconsommation (par ex. agricole)
- ce qui est produit « gratuitement » à l'intérieur du ménage (préparation des repas, couture, etc...), bien que nécessitant la dépense de beaucoup de travail humain (largement travail féminin) ne constitue pas une production de marchandises.
- certains services mis à la disposition des gens qui en ont besoin sans qu'il y ait paiement direct (ou un paiement ne correspondant qu'à une faible partie de la valeur du bien) : éducation et des soins médicaux. Les politiques libérales essaient de limiter ces exceptions et de les faire entrer dans le cadre de la norme générale du capitalisme.

Cf Complément 1

c) Ce dernier point conduit à rappeler deux des caractéristiques fondamentales du capitalisme :

- C'est une économie où la production est orientée par le profit (nous développerons un peu plus loin l'origine du profit capitaliste)

- C'est une économie monétaire, c'est-à-dire une économie dans laquelle quasiment tous les échanges passent par l'intermédiaire de la monnaie : les échanges directs de biens et de services sont rarissimes.

En conséquence, ce qui oriente la production ne sont pas les besoins mais la partie des besoins qui s'exprime sous la forme d'un pouvoir d'achat, la demande solvable. Il peut donc y avoir « surproduction », sans que tous les besoins soient satisfaits.

d) Le fétichisme de la marchandise

Pour Marx la marchandise n'est pas la forme naturelle des produits du travail, mais une forme sociale particulière, générée par la production capitaliste. Tout se passe comme s'il était naturel que ces produits se présentent sous la forme marchandises possédant une valeur.

C'est que, explique Marx, « *un rapport social déterminé des hommes entre eux (revêt) pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles* ». La marchandise, comme « *choses sociales* » a donc un « *caractère fétiche* » dont il faut percer le secret en analysant les particularités des rapports de production capitalistes.

B/ La loi de la valeur

Cette valeur d'échange ne dépend pas de l'utilité du bien, et est donc distincte de la valeur d'usage. Un bien peut être très utile et n'avoir qu'une valeur d'échange très faible (l'eau) et vice-versa (le diamant). La valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail nécessaire pour la produire.

Cf Complément 2

II/ L'exploitation capitaliste

A/ La valeur d'échange de la force de travail

Par force de travail Marx entend *"l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles"*.

La valeur d'échange de la force de travail se détermine selon la règle applicable à toutes les marchandises : elle correspond à la valeur d'échange des produits nécessaires aux travailleurs pour vivre en tant que porteurs de forces de travail (c'est-à-dire à la dépense de force de travail nécessaire pour obtenir ces produits).

Les besoins à satisfaire pour la reproduction de la force de travail ne se limitent pas aux besoins physiologiques minimaux (nourriture, vêtements, logement), ni aux besoins du travailleur lui-même (mais incluent les coûts liés aux enfants, qui constituent la main d'œuvre future). Leur ampleur (autrement dit le nombre et la nature des produits entrant dans la reproduction de la force de travail) dépend des conditions économiques et sociales dans lesquelles les hommes vivent, conditions qui sont variables selon les pays et les époques. Ils dépendent en particulier du niveau de développement des forces productives d'un pays. Plus ce niveau est élevé, plus la norme de reproduction de la force de travail incorpore de produits différents : elle inclut en particulier la formation initiale et permanente des salariés. La définition de la valeur de la force de travail n'est donc pas une question seulement économique. Elle dépend aussi du rapport de force général entre travailleurs et capitalistes, de la capacité des salariés à forcer les capitalistes à intégrer dans la norme divers besoins nouveaux.

B/ La plus-value et l'exploitation

1) Origine de la plus-value

La force de travail du salarié est donc une marchandise.

Comme toute marchandise elle a une valeur d'échange (cf. ci-dessus) .mais elle a aussi une valeur d'usage, une utilité, qui est de produire des biens nouveaux, des valeurs nouvelles. Or comme pour toute marchandise cette valeur d'échange est indépendante de la valeur d'usage. Le capitaliste qui

l'achète dispose donc de ce qu'elle a produit, mais ne la rémunère qu'en fonction de sa valeur d'échange.

Imaginons que la durée d'une journée de travail soit de 8h.

Le capitaliste qui achète 8 h de la force de travail d'un salarié possèdera l'équivalent de 8 h de marchandises produites pendant cette journée ;

Mais si la valeur d'échange de la force de travail n'est que de 6 h, en fonction des critères définis plus haut, il disposera de la valeur 2 h de travail, sans contrepartie.

Valeur de la production pendant une journée de 8 heures
--

Contrepartie du salaire : valeur d'échange de la force de travail (4 heures)	Plus-value (4 h.)
--	-------------------

2) Exploitation

Ce sont 2 h de surtravail, ou plus-value, qui constituent l'origine du profit, et le fondement de l'exploitation.

On peut donc résumer le mécanisme général de l'exploitation capitaliste de la manière suivante : le capitaliste paie la valeur d'échange de la force de travail et il en obtient la valeur d'usage. La différence entre les deux (la plus-value) lui revient. La plus-value est créée dans le processus de production.

Remarques :

- Sauf dans les tracts, l'exploitation n'est pas du vol au sens strict du terme. Sauf exception (heures supplémentaires non payées par ex.), le capitaliste paie la force de travail à sa valeur. En revanche, il est vrai qu'il s'agit bien d'une captation, d'une appropriation par le capitaliste de la richesse produite par le travail des salariés.
- La détermination de la valeur de la force de travail est d'autant moins une question purement économique que la force de travail est une marchandise d'un genre particulier (elle a la capacité de lutter pour se vendre plus cher). Son prix (le salaire) tend à osciller entre deux limites extrêmes :
 - o Une limite basse : celle qui n'assure plus la reproduction de la force de travail ;
 - o Une limite haute : celle qui n'assure plus la reproduction du capital (car les capitalistes n'ont plus les profit minimum nécessaire à la reproduction du système).
- Le capitalisme est une économie monétaire. Les marchandises n'ont d'existence que pour être échangées. Si les marchandises produites ne sont pas vendues, la plus-value extraite par le capitaliste de l'achat de la force de travail reste virtuelle, elle n'est pas réalisée et ne se transforme pas en profit concret. Nous verrons que cette réalisation n'est pas garantie dans le mode de production capitaliste.

3) Valeur totale d'une marchandise

Une marchandise aura donc comme valeur la somme :

a) du temps de travail mort, le capital constant que l'on peut désigner par la lettre C

Il est constitué de machines et matières premières qui ne font que transmettre leur valeur, elles n'en créent pas de nouvelle. On parle aussi de **travail mort** car il s'agit de travail passé concrétisé dans des objets.

b) du temps de travail vivant qui se décompose

- en capital variable (désigné par la lettre V)

Il s'agit de la partie du capital total constituée par la force de travail achetée par le capitaliste, qui correspond au **capital variable**. Variable signifie ici que les travailleurs produisent plus de valeur qu'ils n'en coûtent à leurs patrons. Ils sont sources de valeur supplémentaire.

Cela permet de comprendre un aspect essentiel que les idéologues au service du capitalisme s'acharnent à camoufler : **la source de la valeur, c'est en dernière instance toujours le travail des salariés.**

- et en plus-value (PL).

c) Sa valeur d'échange s'écrira donc :

$C+V+PL.$

Cf Compléments 3 et 4

C/ Taux de plus-value et origine du profit capitaliste

1) Le taux d'exploitation

Le taux d'exploitation, ou **taux de plus-value (PL/V)** est le rapport entre la plus-value PL extraite dans un temps de travail donné et la valeur d'échange de la force de travail V dépensée au cours de ce temps.

Il constitue une variable centrale dans le fonctionnement du capitalisme, les capitalistes essaient donc de l'accroître. Plusieurs méthodes sont possibles :

a) Augmentation de la plus-value absolue :

Il s'agit d'augmenter la durée du travail non payé (PL), par rapport au travail payé (V). Deux solutions sont possibles :

- Le patron peut tenter d'allonger la durée du travail à niveau de salaire inchangé.

Cette méthode a largement été pratiquée dans les premières décennies du capitalisme industriel moderne (XVIII^e siècle et première moitié du XIX^e) et elle l'est encore dans certains pays du Tiers Monde. Dans les pays capitalistes développés, les salariés ont généralement réussi à imposer des réglementations de la durée du travail. Cependant, dans un pays comme la France, avec la dégradation du rapport de force au détriment des salariés, les heures supplémentaires non payées ne sont pas exceptionnelles dans certains secteurs. De façon générale, les capitalistes s'opposent, aujourd'hui comme par le passé, à toute réduction de la durée légale du travail avec maintien du salaire. Cette

résistance des patrons confirme l'analyse marxiste selon laquelle le profit capitaliste repose sur le surtravail des salariés.

- Le patron peut augmenter l'intensité du travail.

L'ouvrier, en une heure de travail, produit plus de marchandises et plus de valeur. A ne pas confondre avec une augmentation de la productivité : il n'y a pas de gains d'efficacité du travail, cela revient à une augmentation de la durée totale de travail. Méthode traditionnelle : accélération des cadences, « rationalisation » des gestes (« taylorisme »). Plus récemment, annualisation du temps de travail ou recours au temps partiel pour ajuster la présence des salariés aux variations de l'activité, chasse aux « temps morts » temps partiel permet, pour sa part, de moduler la présence quotidienne des salariés en fonction des stricts besoins de l'entreprise.

c) Augmentation de la plus-value relative :

Cette méthode ne joue pas sur le terrain de l'entreprise mais au niveau de l'ensemble d'une économie nationale.

Il s'agit de faire baisser la valeur de la force de travail V en réduisant la valeur d'échange des marchandises entrant dans la reproduction de celle-ci. Cela peut résulter d'un accroissement de la productivité du travail social dans les branches qui produisent celles-ci ou (et là c'est indirect) dans les branches qui produisent les biens de production (machines, matières premières,...) nécessaires à la production de ces marchandises. L'objectif des capitalistes est alors de confisquer le bénéfice de ces gains de productivité, de les transformer en plus-value (on parle alors de plus-value relative) en faisant en sorte que les salaires des travailleurs augmentent moins vite que la productivité dans la production des biens utilisés par ceux-ci.

Depuis 1983 en France, ce phénomène a joué massivement et une partie importante des hausses de productivité a été confisquée par le patronat. La part des salaires dans la valeur ajoutée (valeur de la production annuelle- valeur des biens et services utilisés pour produire) est passée de 69% en 1981 à 60% en 1989 et s'est depuis maintenue à peu près à ce niveau.

cf. Doc1 La lutte des capitalistes pour le profit maximum.

3) Le taux de profit

Capital constant et capital variable ($C+V$) constituent pour le capitaliste son coût de production. C'est ce qu'il doit déboursier pour faire produire des marchandises et s'approprier ainsi la plus-value (PL).

Le taux de profit pour le capitaliste est le rapport entre la plus-value et le capital total avancé : **capital variable** ou force de travail (V) et **capital constant** (C).

$$\boxed{\text{Taux de profit} = PL/(C+V)}$$

Les capitalistes apparaissent donc « assoiffés » de plus-value : leur taux de profit en dépend.

En effet, le taux de profit peut aussi s'écrire

$$\boxed{PL/V/(C/V + 1)}$$

On voit donc qu'il dépend du taux de plus-value.

Cf Complément 3 exemple

Cf Compléments 5, 6 et 7

III/ Accumulation du capital et crises du capitalisme

Les contradictions du capitalisme, génératrices de crises, découlent directement des lois d'accumulation du capital.

A/ Les lois de l'accumulation du capital

Le capitalisme est une économie concurrentielle.
Cette caractéristique a deux conséquences principales.

1) Loi de l'accumulation

Chaque capitaliste pour survivre doit lutter contre les autres, même s'il peut être amené provisoirement à s'allier avec eux, notamment contre les travailleurs.

Il s'agit d'un système fondamentalement anarchique : les décisions de production sont prises par chaque capitaliste en fonction de ses perspectives de profit, indépendamment non seulement des besoins à satisfaire, mais aussi des perspectives d'évolution de la demande.

Chaque capitaliste, pour survivre à ses concurrents en tant que capitaliste, est obligé d'accumuler du capital, c'est-à-dire d'investir sans cesse, moderniser ses équipements, les remplacer par de nouveaux, s'agrandir

L'accumulation du capital est une donnée permanente du capitalisme. Cela signifie que chaque capitaliste remplace sans cesse du capital variable par du capital constant

Cela se traduit par une augmentation globale de la **composition organique du capital c**
Qu'on définit ainsi

$$c = C/V$$

Rapport du capital constant sur le capital variable, autrement dit le rapport entre le travail vivant et le travail mort (qui dépend notamment des choix technologiques).

2) Augmentation du taux de plus-value

Une autre loi comme on l'a vue c'est que le capitaliste cherche à augmenter toujours plus le taux de plus-value par tous les moyens.

Ces deux lois combinées débouchent sur des contradictions et sur des crises

B/ Les crises du capitalisme

Les crises pour le capitalisme présentent deux aspects simultanés

- Elles sont la manifestation à certains moments des contradictions qui lui sont inhérentes
- Elles constituent en même temps dans leurs manifestations (faillites, chômage, chute de la croissance) les mécanismes que le capitalisme met en oeuvre pour surmonter ces contradictions.

1) Le problème de la réalisation de la plus-value et les crises de surproduction

a) Le problème de la réalisation de la plus-value

Comme on l'a vu, la production de marchandises dans le mode de production capitaliste ne répond ni à une anticipation des besoins ni même aux perspectives d'évolution de la demande solvable. Elle s'effectue sur un mode concurrentiel fondamentalement anarchique, qui ne répond à aucune autre rationalité que celle du profit. Donc rien ne garantit a priori que la demande solvable sera suffisante pour écouler l'offre.

La dynamique même d'évolution du capitalisme va en sens inverse : les tentatives des capitalistes pour augmenter sans cesse le taux d'exploitation consistent à faire pression à la baisse sur V , de façon absolue ou relative, donc à ne pas laisser augmenter suffisamment la demande solvable. Les capitalistes sont donc structurellement confrontés à un problème de réalisation de la plus-value.

Cf. Doc 2 Profits capitalistes et surproduction

b) Les crises de surproduction

Le capitalisme va donc être périodiquement confronté à des crises de surproduction (1929, 1973-74), où une partie des marchandises ne peut pas être vendue à sa valeur, bien qu'il existe des besoins non satisfaits importants.

Cela distingue les crises du capitalisme des crises des modes de production antérieurs, qui étaient presque toujours des crises de pénurie, de sous-production.

2) La baisse tendancielle du taux de profit et les crises de suraccumulation.

a) Une tendance structurelle

La tendance structurelle à la baisse relative des taux de profits résulte elle aussi du caractère concurrentiel du capitalisme et de ses conséquences, l'augmentation incessante de la composition organique du capital. En effet, remplaçant de façon continue le travail vivant par du travail mort, donc le capital qui crée de la valeur (capital variable V) par du capital qui n'en crée pas (capital constant C) le capitaliste scie la branche sur laquelle il est assis.

Formulé autrement, les intérêts à court terme de chaque capitaliste individuel vont à l'encontre de l'intérêt global du mode de production capitaliste à long terme.

On peut résumer cette tendance ainsi :

$$\boxed{\text{Taux de profit} = PL/(C+V)}$$

$$\boxed{PL/V/(C/V + 1)}$$

Si $c = C/V$ augmente, il faut que PL/V augmente au moins aussi rapidement pour que le taux de profit ne diminue pas.

Or augmenter le taux de plus-value est possible, mais nécessite un rapport de force en faveur du capitaliste, alors que l'augmentation de c ne dépend souvent que de conditions techniques ; la plupart du temps c augmente plus vite que PL/V et le taux de profit a tendance à baisser. Cependant ce n'est

qu'une tendance et cela n'empêche pas les capitalistes d'empocher des profits qui à certains moments peuvent être phénoménaux, comme en ce moment.

b) Crises de suraccumulation

La crise va donc se déclencher quand on assiste à une chute des profits. Elle s'accompagne d'un phénomène de suraccumulation du capital : le capital accumulé est trop important pour que les capitalistes puissent le mettre en valeur à un taux de profit suffisant.

La suite de la crise va donc consister pour les capitalistes à créer les conditions de la restauration du taux de profit : augmenter le taux de plus-value en augmentant l'armée de réserve (chômage, contre-offensive contre le salariat), détruire du capital constant pour faire baisser la composition organique de capital (faillites, guerres...).

La période actuelle se caractérise par le fait que le capital a réussi à restaurer son taux de profit (depuis le milieu des années 1980), sans parvenir à résoudre son problème de réalisation de la plus-value.

Annexe Compléments

Complément 1

Précisions sur les marchandises

- Ne sont des marchandises que les produits susceptibles d'être reproduits en grande quantité. Tout produit vendu sur un marché n'est pas nécessairement une marchandise. Par exemple, une œuvre originale de Picasso n'est pas une marchandise. La création artistique et même les prix des œuvres d'art ne ressortent pas l'analyse économique. Par contre, les reproductions des œuvres de Picasso constituent des marchandises, elles sont reproductibles.

- Les systèmes d'éducation publique et de sécurité sociale ont été mis en place parce que les classes populaires en ont revendiqué la création mais aussi car les entreprises capitalistes avaient besoin d'une main d'oeuvre formée et d'une santé à peu près correcte et que le secteur privé s'avérait incapable de répondre à ce besoin.

Complément 2

Précisions sur la valeur-travail

1) Le temps de travail se compose de travail direct (vivant) et indirect (mort).

Pour fabriquer une automobile, il faut des matières premières (métal, matières plastiques, caoutchouc, etc...), des machines, des travailleurs.

Les machines, les matières premières ont elles-mêmes nécessité une dépense de travail pour être produites.

Le temps de travail total nécessaire pour fabriquer une voiture englobe donc le travail direct –ou vivant- des travailleurs de l'industrie automobile, et le travail indirect –ou mort- incorporé dans les machines ou les matières premières.

2) Le temps de travail socialement nécessaire.

La valeur d'échange d'une marchandise ne peut pas dépendre de la quantité de travail dépensée effectivement dépensée par chaque individu ou entreprise pour produire une marchandise. On arriverait à une situation absurde : moins un salarié ou une entreprise seraient productifs, plus ils auraient besoin de temps pour obtenir une production donnée, plus grande serait la valeur de cette production.

La valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire pour la produire, ce qui signifie : la quantité nécessaire dans les conditions moyennes de productivité du travail existant à une époque et dans un pays déterminé.

3) Travail simple/travail complexe

Les différentes activités humaines ont des niveaux de complexité différents. On distingue donc le travail **simple** et le travail **complexe** :

- Travail simple : travail que fournit un salarié, sans qualification.

- Travail complexe : travail de l'ouvrier professionnel, du technicien, de l'ingénieur.

Pour calculer la valeur totale d'une marchandise, le temps de travail complexe est considéré par Marx comme un multiple du travail simple.

Complément 3

Pour concrétiser les choses, prenons un exemple simplifié :

- Un capitaliste produit des meubles. Il achète des machines, de l'énergie et des matières premières (capital constant) et rémunère des salariés (capital variable).
- Si on mesure la valeur des marchandises en heures de travail des salariés de l'entreprise, au cours d'une journée de production et par salarié, la valeur du capital constant utilisé (matières premières, énergie, usure des machines) est C qui correspond à 6 heures de travail. Le montant des rémunérations est égal à V qui correspond à 4 heures de travail. Le capitaliste a donc dépensé l'équivalent de 10 heures de travail.
- Les salariés travaillent en fait 8 heures par jour et créent une valeur correspondant à ces 8 heures.
- La valeur des meubles produits (déterminée par le temps de travail nécessaire) sera de C (6 heures de travail) + V (4 heures de travail) = 10 heures de travail, soit 14 heures.
- Le capitaliste aura donc acheté des biens pour l'équivalent de 10 heures de travail et il aura produit des marchandises (les meubles) pour une valeur de 14 heures de travail.
- La différence de 4 heures correspond à une création de valeur nouvelle qui constitue le profit du capitaliste (si les meubles produits sont effectivement vendus à leur valeur).
- La source de ce profit est la plus-value, différence entre la valeur créée par la force de travail et ce qu'a coûté cette force de travail.
- Le taux de profit peut être exprimé par le rapport entre la somme initialement avancé par le capitaliste (C+V) et le profit (P) soit $P/(C+V)$, dans notre exemple 4/10.

Complément 4

Appropriation du surtravail par les capitalistes

(ici ou à propos des classes sociales)

Le capitaliste, propriétaire des moyens de production s'approprié le surtravail du salarié. Mais cette situation est moins évidente que dans le domaine seigneurial.

- Le salarié n'a pas de relation de dépendance personnelle avec le capitaliste, patron individuel ou société, propriétaire de l'entreprise où il travaille : il est libre de quitter l'entreprise (mais cette liberté est naturellement limitée par le fait que le salarié a besoin de travailler pour vivre).

- Le rapport entre le salarié et son patron est un rapport monétaire : le salarié reçoit un salaire en contrepartie de son travail. Le rapport entre capitaliste et salarié apparaît donc comme un rapport d'échange régi par des contrats et des « lois économiques » et non pas par un rapport de force brutal comme entre le serf et le seigneur ou, à plus forte raison, dans d'autres sociétés, comme entre le maître et l'esclave.

- Contrairement au serf du Moyen-Age, le salarié ne produit pas ses moyens de consommation : il doit les acheter à partir du salaire reçu. Le **temps de travail nécessaire** du salarié correspond en fait au temps de travail consacré par d'autres à produire les biens et services qu'il utilise pour sa consommation. Ainsi, si les moyens de consommation du salarié ont nécessité quatre heures de travail, le travail nécessaire du salarié est égal à quatre heures : au bout de ce laps de temps, le salarié a produit autant de travail qu'il en consomme. Si le salarié travaille, par exemple, huit heures, la différence entre le temps de travail total et le « travail nécessaire » constitue le **surtravail** fourni gratuitement au capitaliste.

- Enfin, contrairement à ce qui se passe dans le système féodal, la division entre temps de travail nécessaire et surtravail n'est pas directement visible dans le système capitaliste. D'une part, le salarié passe tout son temps de travail dans la même entreprise, alors que le serf travaille en partie sur sa parcelle, en partie sur les terres seigneuriales. D'autre part, le salaire est souvent exprimé sous la forme d'un paiement à l'heure (par exemple, 8 heures à 50 F de l'heure) : toutes les heures paraissent payées, aucune heure n'apparaît fournie gratuitement.

Ces caractéristiques aboutissent à ce que le mécanisme de l'appropriation du surproduit social par la classe dominante est moins visible dans la société capitaliste que dans la société féodale. Pour comprendre ses véritables règles du jeu : la division entre travail nécessaire (payé) et surtravail (non payé), il faut aller au-

delà des apparences : le salaire qui rémunère la journée de travail et le profit qui est présenté comme la contrepartie légitime des investissements du capitaliste et de son savoir-faire.

Complément 5

Les déterminants du taux de profit

Cette soit se manifeste pour l'essentiel sur le terrain de l'exploitation des salariés des entreprises qui produisent des marchandises.

Mais le profit finalement à la disposition d'une entreprise ne dépend pas seulement de la plus-value extorquée à ses salariés mais aussi d'autres facteurs qui l'accroissent ou le limitent :

- Les techniques de production mises en œuvre, le pouvoir de marché pouvant permettre à certaines entreprises de capter des surprofits au détriment d'autres entreprises*
- Le partage du profit avec le secteur commercial, dont le capitalisme industriel moderne a besoin pour écouler ses produits, ou avec le capital financier.*
- Le coût de la prise en charge, par les administrations publiques, de certains travaux d'équipement, de la formation des jeunes, etc. mais aussi d'une partie de la reproduction socialisée de la force de travail (protection sociale) que les travailleurs ont pu imposer dans les pays industrialisés et que le capitalisme cherche à limiter au maximum.*

Il faut donc distinguer entre la taille du gâteau et son partage. La taille du gâteau (la masse des profits à répartir entre toutes les entreprises capitalistes) vient du travail du travail de l'ensemble des salariés des entreprises capitalistes. Le taux de profit particulièrement élevé de certaines entreprises correspond toujours à du travail salarié, mais il peut ne pas s'agir nécessairement (ou pas complètement) du travail des salariés de l'entreprise considérée.

Complément 6

La notion de capital

Le capital est un rapport social

Le capitalisme est une économie monétaire. Le capital se présente initialement sous forme d'argent. Mais, par lui-même l'argent n'est pas du capital (une personne qui gagne le gros lot au loto ou fait un énorme héritage et conserve cet argent ou bien le dépense pour sa consommation ne se comporte pas comme un capitaliste). L'argent ne devient du capital que lorsqu'il est utilisé de manière à créer une valeur supplémentaire.

Le terme de capital ne désigne pas un ensemble de machines (ou une somme d'argent) mais un rapport social : l'obligation des travailleurs de vendre leur force de travail aux capitalistes propriétaires des moyens de production.

Il ne s'agit pas de simples instruments mais d'instruments appropriés par une classe sociale pour ses propres intérêts.

Dans certaines circonstances, même une personne humaine peut être transformée en capital : un esclave était un capital pour le grand propriétaire de plantation du Sud des Etats-Unis avant l'abolition de l'esclavage. Cet exemple aide à comprendre un aspect essentiel : une machine n'est qu'une machine ; c'est seulement dans des circonstances déterminées qu'elle devient un capital.

Complément 7

La détermination des salaires

Le salaire est le prix de la force de travail. Son montant correspond à peu près à la valeur d'échange de la force de travail.

- Les inégalités de salaires

Très globalement (la réalité peut s'écarter de cette affirmation générale), les inégalités de salaires reflètent les différences de valeur d'échange et de productivité (les deux étant liées.)

- différences entre pays.

- différences entre salariés, qui ont des métiers et des qualifications différentes.(Cf. travail simple/travail simple)

Cependant, dans les deux cas, les **inégalités de salaire atteignent donc des niveaux qui excèdent les différences objectives de qualification**. Elle renvoie aussi aux rapports de force : aux degrés respectifs d'organisation des salariés entre secteurs et entre pays (pays industrialisés et pays du Tiers-monde), et à la volonté de la bourgeoisie de diviser le salariat, (les hauts dirigeants qui ont également des actions de l'entreprise étant de faux salariés qui touchent des miettes de la plus-value). **Les femmes** sont traditionnellement moins payées que les hommes, même à niveau de qualification égal, ainsi que les travailleurs **jeunes** et les **immigré-es**.

- L'évolution des salaires

De même, dans un pays donné, le niveau général des salaires et surtout son **évolution**, année après année, sont largement influencés par le rapport de force entre capitalistes et salariés :

- L'existence d'un chômage élevé est en particulier un facteur important pour peser sur l'évolution des salaires. C'est ce que Marx appelle l'**armée de réserve industrielle**. Rien d'étonnant à ce que la Bourse de New York (Wall Street) se soit parfois mise à baisser lorsque des reculs du chômage étaient annoncés : les capitalistes craignaient que les capacités de résistance des salariés augmentant et ébrèchent un peu leurs profits.

- Le degré et les formes d'organisation des salariés sont également essentiels. Le capital tend en permanence à opposer les salariés entre eux, à multiplier les statuts et les catégories. Des formes d'organisation unificatrices et offensives sont un élément décisif.